Novlangue : quand Peugeot roule en anglais

Autor(en): **Guyaz, Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1469

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010482

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La Poste, facteur de cohésion

Les habitants des villages sont lésés par la suppression des bureaux de poste.

RECEVEZ-VOUS *PATRONS*, publication du Centre patronal? Dans le numéro de mars, un article remarquable, non signé, intitulé «La Poste au milieu du village».

Je crois pouvoir dire que l'auteur ne sait pas de quoi il parle et que probablement il n'a jamais mis les pieds dans l'une des «petites» postes qu'on s'apprête à supprimer.

«Ces solutions (suppression de certains bureaux) ne sont pas révolutionnaires puisqu'elles sont déjà appliquées aujourd'hui à plusieurs endroits (j'imagine qu'il faut lire «en» ou «dans» certains endroits) où elles donnent généralement satisfaction».

Tiens! Tiens! Tiens! Pour ma part, je me rends régulièrement à la poste de Monnaz sur Morges, qui risque d'être supprimée. Non parce que je suis amoureux de la postière, mais parce qu'à la poste de La Sallaz, où j'habite, je me vois contraint de faire la queue et de perdre dix minutes, voire plus.

Pourquoi? Parce que sur les quatre guichets de la dite poste, deux seulement sont généralement ouverts. Manque de personnel: on a licencié du personnel!

Il paraît évident que la suppression de bureaux de poste forains entraînera une aggravation sensible de la situation, puisque les usagers de ces bureaux se verront plus ou moins contraints de se rendre dans un «grand» bureau – en ce qui me concerne La Sallaz.

Ce n'est pas tout: non seulement les usagers se trouveront lésés, mais les employés verront leur travail augmenter. A La Sallaz, il est tel que je reçois quantité de lettres et de colis qui ne me sont pas destinés. Bon garçon, je tente de découvrir où habite le destinataire: au 133 ou 135 de Montolieu, et non pas au 13? J'y réussis parfois, mais pas toujours. Il m'est même arrivé de recevoir un ordre de marche pour une école d'officiers. Agé à l'époque de 76 ans, j'ai cru bon de m'abstenir.

Notez que l'hypothèse la plus favorable est celle d'une erreur de la poste. Si c'est une erreur imputable à l'armée, nous allons, en cas de mobilisation, au devant de lendemains qui chantent, pour parler comme Aragon!

Ce n'est pas tout: pour Dieu sait quelles raisons pataphysiques, l'administration postale a décidé de transporter les urgences de la gare de Lausanne, où elles se trouvaient et où il était possible d'aller chercher la lettre ou le colis en souffrance, en dehors de la ville, du côté de Crissier ou de Chavannes. A peu près impossible de s'y rendre. Donc, on téléphone. Si vous aimez la mauvaise musique, vous êtes servis: «Nous recherchons votre correspondant», suit un petit air insignifiant. «Nous recherchons votre correspondant», etc. Temps perdu, frais téléphoniques. J'ai dû m'y reprendre à trois fois pour obtenir qu'on me renvoie un express. Il a fallu dix jours, c'est beaucoup pour un express! Encore celui-ci ne m'était-il pas destiné. Il y avait eu une erreur.

Et je ne dis rien du temps minuté imposé aux malheureux postiers de certains bureaux forains: une minute par destinataire, pas plus! Le rendement, je vous en prie. Ignorant complètement qu'un postier, qu'un facteur a un rôle social à jouer: faire un peu causette, donner les nouvelles du village et des fermes isolées.

Savez-vous bien que dans mon enfance d'avant-guerre, on avait droit à deux services quotidiens? Ce qui permettait à la *Neue Zürcher Zeitung* d'avoir une Morgenausgabe, qu'on recevait le matin, et une Mittagsausgabe qu'on recevait l'après-midi en même temps que l'Abendausgabe! C'était avant la guerre! Jeanlouis Cornuz

NOVLANGUE

Quand Peugeot roule en anglais

PEUGEOT EST UNE des marques françaises les plus emblématiques, un symbole national au même titre que les p'tits LU, les Pataugas ou le TGV. Cette famille franc-comtoise a essaimé ses usines de Sochaux à Mulhouse dans une bande de terrain à deux pas de la frontière suisse. On peut donc supposer que les Peugeot et l'Alsacien Jean-Martin Folz, directeur général du groupe, connaissent bien la Suisse. De la frontière de Boncourt aux usines de Sochaux, il n'y a guère plus de vingt kilomètres.

Cette proximité est sans doute à l'origine des grandes affiches que l'on voit dans nos villes vantant le cabriolet Peugeot 206 avec le slogan suivant, écrit en très gros: *I love the way she takes her top off*. Ce n'est donc pas un cigarettier ou un fabricant d'informatique californien faisant une campagne planétaire qui nous impose une fois de plus un slogan dans la «novlangue» d'aujourd'hui, mais Peugeot, une société issue d'un pays où la publicité en anglais est proscrite.

Dans le même ordre d'idées, le quotidien *Le Temps* annonçait jeudi 29 mars un projet qui semble assez vague de collaboration dans le domaine de la bio-technologie entre le canton de Genève et le Québec. Comment et pourquoi faire, hormis un coup de pub pour la promotion économique genevoise, tout cela ne semble pas très clair, mais peu importe. Ce projet entre ces deux régions francophones, dont l'une s'est rendue célèbre par sa fameuse loi 101 rendant obligatoire l'usage du français dans tous les textes officiels, les lieux publics et les publicités a été baptisé... bio-bridge!

Depuis quelque temps, il nous semblait que l'usage abusif de l'anglais reculait sur les murs de nos villes. Il nous semble même avoir entendu des publicités en français au cinéma. Sans doute étions-nous distraits. La prochaine étape, l'ultime bastion qui va tomber sera, n'en doutons pas, la Constituante vaudoise qui va régler le problème de la devise sur le drapeau vaudois en choisissant *freedom and fatherland*! *jg*